

Une presse forte : des journalistes formés

Parler de la démocratie sans parler de la presse, cela ne sert à rien. Les pays d'Europe de l'Est l'ont vite compris. C'est surtout pour cela que la formation des journalistes est une préoccupation. Mais la bonne volonté ne suffit pas pour faire des miracles. Surtout d'un jour à l'autre.

Chouhanik Arabekian vient au Festival Est-Ouest d'Arménie. Etudiante en journalisme à la faculté des Lettres d'Érevan, elle ne se lance pas dans des discussions de peur de ne pas faire face. "Chez nous, on n'a pas de livres de formation ni en arménien, ni en russe, on n'a pas non plus de profs et pour les 30 étudiants de ma classe, il y a un seul ordinateur. Comment apprendre le journalisme?" Le niveau de la presse arménienne reflète bien la situation du pays. "A mon avis, les chaînes de radio et de télévision devraient être fermées tout de suite, tellement elles sont mauvaises. Ajoutez à tout cela les salaires de misère des journalistes et vous verrez pourquoi rien n'a changé".

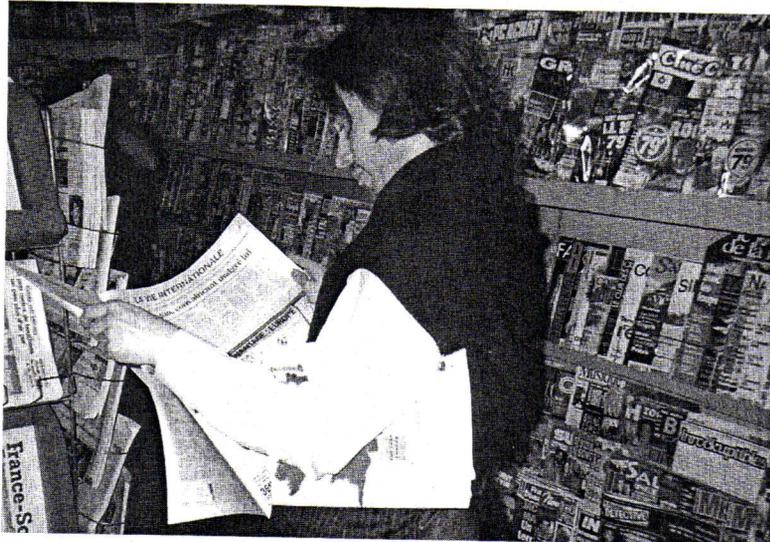
Giorgi Khelashvili de Géorgie est plus optimiste. Chez lui la plupart des journalistes n'ont pas la formation nécessaire. Ils sont pourtant parfois plus appréciés que les professionnels parce que les lecteurs

s'intéressent plus au contenu intellectuel d'un article qu'à sa forme. Comme les écoles de journalisme actuelles s'arrêtent aux généralités, presque aucun des licenciés n'est performant à son entrée dans une rédaction. "Cependant, l'avenir sera aux vrais journalistes, pense Giorgi, et la spécialisation gagnera de plus en plus du terrain." Linas Lalas de Lituanie ne croit pas du tout à la formation journalistique dans une école. "Le journalisme s'apprend sur le terrain, dans les rédactions. Chez nous, les profs

viennent à l'école pour se reposer après une journée de travail. Les étudiants ne fréquentent pas les cours régulièrement. C'est une perte de temps. Il vaut mieux aller travailler dans une rédaction." En France ou dans tout autre pays d'Occident, la préparation au métier devient de plus en plus exigeante, comme précise Mireille Amiel, ex-rédactrice en chef CFDT/Magazine: "Il faut souvent de 3 jusqu'à 7 ans d'études, sans compter les stages". Les pays de l'Europe de l'Est, eux, se

débrouillent comme ils peuvent et sans être tout à fait semblables, leur situation se ressemble. En Roumanie, mon pays, on fait beaucoup confiance aux journalistes. A mon avis, pour installer une société qui fonctionne et dépasser les crises qu'on traverse, le rôle des journalistes est important dans le changement des mentalités et un effort doit être fait pour la qualité de leur formation.

Mihaela Osoianu Berneaga, Roumanie



Un des jeunes journalistes, Josef Broz, consulte la presse française

La presse se libère en Albanie

Il y a deux semaines, toute l'Albanie a été secouée par un attentat politique, où l'un des politiciens les plus connus du pays, député et dirigeant de l'opposition a été assassiné au centre de Tirana. J'étais en Grèce et dès que j'ai su la nouvelle j'ai téléphoné à mon journal. J'ai demandé: "Dites-moi ce qui s'est passé". Le premier me dit: "Il n'y a pas de doute! C'est Berisha qui a fait tout ça". "O.K. mais je veux savoir ce qui s'est passé". Alors une deuxième personne me répond: "Ce n'est pas Berisha, mais peut-être les socialistes". Enfin un troisième affirme que l'attentat était organisé par les services secrets serbes.

Cet épisode, en effet, est significatif pour comprendre que la presse en Albanie est encore une presse d'opinion, de commentaire et non pas un moyen d'information proprement dit. Tout ça est un mauvais héritage de la presse communiste. Pourtant, les jeunes journalistes font des efforts pour élever leur niveau professionnel. La possibilité de lire les journaux étrangers et les contacts avec les médias en Europe y sont pour beaucoup. Mais reste le danger de l'imitation. Par exemple, dans un journal, un journaliste albanais s'adressant au public albanais, écrit: "... la rencontre a eu lieu à l'hôtel 'Rogner', au centre de Tirana, capitale de l'Albanie...". précision inutile pour le lecteur de Tirana.

Malgré tout, en huit ans de vie, la presse libre en Albanie a connu beaucoup de changements. Jusqu'en 1994, rien qu'à Tirana il y avait 250 titres, pratiquement plus que de journalistes. Actuellement, il y a six quotidiens indépendants et quatre dépendant de partis poli-

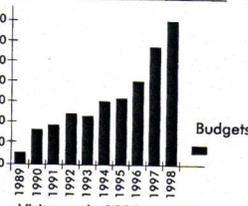
tiques, qui n'ont pas un tirage important. Le journal le plus important du pays est "Koha Jonë" (Notre Temps) avec 25 000 exemplaires par jour, c'est un écart de 15 000 exemplaires avec les autres quotidiens. Le tirage total de toute la presse albanaise est de 70-80 000 exemplaires. Acheter un journal en Albanie, c'est un grand sacrifice économique. Par exemple pour acquérir chaque jour le "Koha Jonë", un retraité doit dépenser 50% de sa pension mensuelle. Malgré ce fait, les Albanais lisent beaucoup les journaux, inventant des solutions très originales. Par exemple les habitants d'un petit quartier achètent les quotidiens à tour de rôle, puis les font circuler de main en main.

Dans l'histoire récente de la presse albanaise il est impératif de mentionner que les journalistes ont été contraints de faire face à une censure forte de l'Etat, aux poursuites et aux condamnations. De 1993 à 1997, il y a eu 2 journalistes tués, 3 condamnés à la prison, 20 autres arrêtés, frappés et même torturés par la police et les services secrets. A travers une telle expérience, les jeunes journalistes albanais ont appris beaucoup de choses, et enfin ils sont arrivés à avoir cette année une nouvelle loi sur la presse qui dit: "La presse est libre".

De nombreux journalistes albanais sont conscients de leurs défauts, mais il ne faut pas oublier que dans un pays où rien ne fonctionne et rien ne se fabrique depuis 7 ans, la presse est le seul produit "made in Albania".

Armand Shkullaku, Albanie

Budgets de 1989 à 1998 en FF

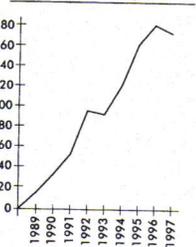


Festival de Die en chiffres

Visiteurs de 1989 à 1997



Invités de 1989 à 1997



Un Festival Est-Ouest en France, peut-il parier sur un succès continu ?

Le festival de Die arrive à sa dixième édition. C'est la première fois que j'y participe et je me suis interrogé sur son budget. D'après les documents qui m'ont été accessibles (ils ne l'étaient pas tous) et à la suite de quelques entretiens, je remarque que le succès et la progression du festival. Je continue cependant à me poser quelques questions, et ne suis pas persuadé de la pertinence d'un choix bipolarité, "Est/Ouest" dans une Europe en plein changement.

En ce qui concerne le budget, entre 1989 et 1998 il est passé de 250 000 FF la première année, à 3 500 000 FF en 1998. Le nombre des visiteurs a progressé en 9 ans de 3 000 à 30 000 personnes, soit 10 fois plus. Les invités de l'Est sont aujourd'hui au nombre de 200.

Les organisateurs du Festival, M Ton Vink en tête ne peuvent que se réjouir. Mais qu'y a-t-il derrière les chiffres? Le succès du festival tient en grande partie à la bienveillance des institutions publiques et à leur aide. Certains

pourraient craindre que tout cela ne soit pas éternel. Plus assurée, et particulièrement sympathique, est la contribution des habitants de la ville et des alentours. La plupart des invités sont reçus gracieusement dans les familles d'oisifs.

Pour lire les tableaux que nous avons pu établir grâce aux documents accessibles, il faut avoir en tête quelques données. Le Festival artistique s'est vu ajouter au cours des années, d'abord un colloque sur des problèmes spécifiques aux pays concernés ou à leurs médias, puis des ateliers recevant entre 20 et 30 jeunes gens venus des différents pays d'Europe centrale. Ces ateliers n'ont été possibles que grâce à la contribution de la fondation Soros. Certaines variations dans les chiffres s'expliquent ainsi.

Je constate donc avec plaisir le succès actuel du festival, sans cesser de m'interroger sur son avenir...

Josef Broz, République Tchèque

La démocratie dans la presse : j'en prendrais bien un demi kilo

La position d'un journaliste change d'un pays à l'autre, ce sont des jeunes journalistes des pays de l'Europe de l'Est qui participent au Festival qui m'ont donné une image assez complète de la situation dans laquelle se trouvent les professionnels de leurs pays. "En Albanie les journalistes sont trop subjectifs," dit Shkullaku Armand. Les gens aiment lire les journaux, mais les informations ne sont pas réellement objectives." En Albanie, c'est le journaliste qui crée l'opinion publique, il a le pouvoir de manipuler les gens et le problème principal est que la plupart d'entre eux sont dirigés par les autorités. Où est la démocratie dans ce cas ?

Un journaliste en Slovaquie, au contraire, dispose de toute la liberté d'expression, il n'y a pas de censure (au moins évidente) et la situation est la même que dans les pays de l'Ouest. "Les journalistes dans les pays de l'Est ont beaucoup plus de contraintes pour écrire ce qui est indispensable: la vérité. Leur rôle est plutôt d'aider à l'amélioration des changements du système ancien", dit Neja Zuran, une étudiante en journalisme en Slovaquie.

Severin Kviatkovski, Biélorussie, confirme que chez lui c'est la politique qui dirige le travail des rédactions. "Actuellement on vit dans un "vacuum informatique". La plupart des journalistes chez nous travaillent pour "le pouvoir qui veut la dictature".

Selon ces témoignages, un journaliste dans les pays de l'Est le plus souvent ne serait qu'une marionnette dirigée par les autorités. Il y a des révoltés, qui pour sauver la patrie, risquent leur vie, mais qui parfois finissent en prison ou disparaissent mystérieusement. Il est bien difficile d'être un bon journaliste dans les pays où la démocratie et la liberté d'expression ne sont pas à l'ordre du jour. Y en a-t-il assez chez vous ? Chez vous, en Slovaquie, il y en a. Peut-on au moins prêter à ceux qui en manquent ?

Zala Storman, Slovaquie

La Rencontre

Publication du Festival Est-Ouest
Place de l'hôtel de ville
F. 26150 Die
Tél: 04 75 22 12 52

Rédaction :

Albanie : Armand Shkullaku;
Arménie : Chouhanik Arabekian, Ashken Badirian, Liana Karapetian, Anaida Movssissian; Biélorussie : Severin Kviatkovski, Serguei Verteyko; Bulgarie : Katia Kantcheva; Géorgie : Giorgi Khelashvili; Hongrie : Kristof Kovacs; Lituanie : Alina Melunaitis, Linas Lalas, Zygintas Peculius; Moldavie : Olga Osadsi; Pologne : Aleksandra Nowak, Mirosława Wielopolska; Tchèque : Josef Broz; Roumanie : Mihaela Berneaga, Adrian Mihai Cioflanca; Slovaquie : Rosa Storman, Neja Zuran; Ukraine : Anna Ognianik, Oksana Voloshenik.

Animatrices :

Hanneke Acker, Lucia Nankoe (Press Now, Pays Bas) et Mireille Amiel

Mise en page :

Marylin Gourdon

Imprimerie :

Cayol, Die.

Nous remercions le CDI du lycée de Die, particulièrement Mme Alina Boulliane.